

sauvegarder la démocratie dans le pays tout entier et, espérons-le, pour sauver le Québec.

Dans son édition de ce matin, le *Globe and Mail* a publié un éditorial dont voici un passage:

M. Trudeau a dit que c'était son intention, qu'il admettait que «la portée de la loi était beaucoup plus vaste que ne l'exigeaient les conditions actuelles», qu'il s'emploierait à présenter «une mesure d'un caractère moins général». Il a prié les chefs des partis de l'opposition et tous les députés, de lui présenter des propositions constructives pour la nouvelle mesure.

En voici une. Qu'on limite la mesure à l'essentiel, oui; mais qu'on n'en facilite pas au gouvernement l'imposition ou le maintien. Qu'elle reste un objet d'horreur qu'aucun gouvernement ne puisse imposer sans susciter un drame que tous ressentent et redoutent.

[Français]

M. André Ouellet (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les propos tenus par les honorables députés de tous les partis qui, depuis hier, ont pris la parole sur l'importante motion présentée par le très honorable premier ministre (M. Trudeau) en vue d'invoquer les pouvoirs de la loi sur les mesures de guerre.

En tant que député d'une circonscription de Montréal, en tant que Québécois ayant à cœur la sécurité et le bien-être de ses concitoyens, en tant que Canadien fier de son pays et qui veut que ce pays reste uni et prospère, je veux remercier tous les députés qui ont déclaré qu'ils appuyaient la motion du premier ministre.

Ceux qui vivent dans la province de Québec et ont vécu de près les événements des derniers jours, ceux qui se sont donné la peine de se renseigner sur la situation savent très bien que la décision du gouvernement n'était ni prématurée, ni exagérée.

Rappelons-nous les événements. Il y a eu les enlèvements et les menaces à la vie et à la propriété privée. Il y a eu les communiqués du FLQ, de nature séditeuse et incendiaire. Il y a eu l'utilisation systématique des moyens de communication par ces criminels et il y avait, depuis déjà longtemps, des attentants à la bombe, des vols de dynamite et des actes de violence de toutes sortes.

Fallait-il attendre que le cœur de la ville de Montréal saute à la dynamite? Fallait-il attendre les assassinats sélectifs pour agir? Je crois que le gouvernement a agi avec sagesse et je suis certain que la plupart des Canadiens appuient sa décision.

En écoutant un grand nombre de députés conservateurs, je me suis rendu compte que ce parti, décidément, a été et est encore dépassé par les événements au Québec. On parle de l'activité que menait la Compagnie des Jeunes Canadiens, il y a quelques années. On nous parle des éléments subversifs à Radio-Canada. On nous parle de certaines bourses qui auraient été données, il y a déjà plusieurs mois, ou même plusieurs années, à des individus qui sont devenus des révolutionnaires.

Je crois que la question importante aujourd'hui n'est pas ce qui est arrivé il y a un an ou deux, mais ce qui est arrivé au cours des 10 derniers jours. Et à cet égard, je trouve que le parti conservateur progressiste, par la voix de ses porte-parole à la Chambre, déplace singulièrement le sujet de ce débat.

[M. Hales.]

• (10.10 p.m.)

Plusieurs de ceux qui ont parlé m'ont d'ailleurs semblé ignorer les faits totalement. Ils auraient mieux fait de se renseigner auprès de leurs collègues du Québec, en particulier celui de Charlevoix (M. Asselin), ou encore celui de Joliette (M. La Salle), car vraiment, avec l'attitude prise à la Chambre par le parti conservateur progressiste et son chef, je suis certain que ce parti n'aura jamais plus que trois ou quatre députés du Québec à Ottawa.

J'aurais cru cependant, monsieur l'Orateur, que le député de Saint-Hyacinthe (M. Ricard), qui a parlé ce soir, se serait révélé plus à la hauteur de la situation.

Non seulement s'est-il permis une bassesse, étonnante de sa part, à l'endroit du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), mais il n'a pas même voulu dire si oui ou non il appuyait les mesures de guerre prises par le gouvernement en vue de protéger la population. Son attaque contre le ministre était tout à fait déplacée, car le ministre est l'un des grands champions des droits des citoyens, en général, et surtout des ouvriers et des personnes moins fortunées au Canada. Je trouve que le travail qu'il fait au sein de son ministère pour faire disparaître les inégalités régionales devrait susciter l'admiration et la reconnaissance de tous les députés.

Le député de Saint-Hyacinthe a quitté la Chambre. Il avait pourtant dit qu'il s'était permis de rester ici afin d'entendre tous les discours que les honorables députés prononceraient. Avant de partir, il avait d'ailleurs invité les députés ministériels du Québec à prendre la parole et exposer leurs points de vue. Depuis qu'il est parti, j'ai plutôt l'impression qu'il était ici non pas pour écouter les discours des députés, mais tout simplement pour attendre l'occasion de prendre la parole. Je regrette infiniment qu'il ne soit pas ici, car j'aurais quelques questions à lui poser. Je voudrais relever un extrait de son discours où il se réfère à l'éditorial paru ce matin dans le journal *Le Devoir*, de Montréal, et où il faisait état de certains points de vue exprimés par l'éditorialiste Claude Ryan.

Je voudrais en particulier relever un paragraphe de cet éditorial que le député de Saint-Hyacinthe s'est gardé de mentionner et où l'on peut lire, et je cite:

Abandonnant les velléités qu'il avait manifestées en ce sens, M. Bourassa a préféré, en dernière analyse, recourir à la puissance d'Ottawa. En sollicitant de sa propre initiative la mise en vigueur de la loi des mesures de guerre, le premier ministre québécois consentait en principe à subordonner son gouvernement à celui de M. Trudeau. Il consacrait, aux yeux du reste du pays, un vieux souvenir voulant qu'Ottawa soit le siège du vrai gouvernement national et que le Québec ne soit, en définitive, qu'une province un peu plus turbulente que les autres.

J'aimerais bien savoir si le député de Saint-Hyacinthe fait siennes ces paroles. Souvent, on dit que les paroles dépassent la pensée. Je me demande vraiment si M. Ryan, par ses écrits, n'a pas dépassé non seulement sa pensée, mais ce qu'il espère vraiment, ce qu'il cache depuis un certain nombre de mois, sa véritable pensée sur la politique canadienne et la véritable place que le Québec doit jouer au Canada ou hors du Canada.

Quand j'entends un éditorialiste de Montréal tenir de tels propos, je trouve que c'est dépasser complètement la mesure. Nous vivons dans un pays qui s'appelle le Canada, sous un gouvernement canadien, et je ne crois